



**MINISTRE DES MINES**

*Le Ministre*

**ARRETE MINISTERIEL N° 01.01.05 / CAB.MIN/MINES/01/2012 DU 03 MAR 2012**  
**PORTANT DECHEANCE DE EXPLOITATION AGRO INDUSTRIELLE ET**  
**COMMERCIALE LTD DE SES DROITS SUR LE Permis de Recherches**  
**N°7257**

---

**LE MINISTRE,**

Vu la Constitution de la République Démocratique du Congo, spécialement ses articles 93, 202 point 36 lettre f, 203 point 16;

Vu la Loi n°007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code Minier, spécialement ses articles 10, 12 alinéa 2 lettre c, 286, 287 et 289;

Vu le Décret n°038/2003 du 26 mars 2003 portant Règlement Minier, notamment ses articles 561 alinéa 1<sup>er</sup> lettre a et 562 ;

Vu l'Ordonnance n° 08/073 du 24 décembre 2008 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités pratiques de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement ainsi qu'entre les membres du Gouvernement ;

Vu l'ordonnance n° 08/074 du 24 décembre 2008 fixant les attributions des Ministères, Spécialement son article 1<sup>er</sup> B point 17;

Vu l'Ordonnance n° 11/063 du 11 septembre 2011 portant nomination des Vice-Premiers Ministres, Ministres et Vice-Ministres;

Vu la Notification de l'Inscription d'Office n° **CAMI/DG/229/2007** portant octroi du **Permis de Recherches n° 7257** à **EXPLOITATION AGRO INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE LTD**

Considérant la notification de constat de non paiement des droits superficiaires ;

Considérant l'absence de recours de **EXPLOITATION AGRO INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE LTD**, titulaire du **Permis de Recherches n° 7257** ;



## A R R E T E :

### Article 1<sup>er</sup> :

Sans préjudice d'autres sanctions prévues par les Code et Règlement Miniers, la Société **EXPLOITATION AGRO INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE LTD** est déchue de ses droits découlant du **Permis de Recherches n° 7257**.

### Article 2 :

La Société **EXPLOITATION AGRO INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE LTD** dispose d'un délai de 30 (trente) jours à compter de l'affichage du présent Arrêté au guichet du Cadastre Minier pour exercer son droit de recours.

### Article 3 :

Le Secrétaire Général des Mines et le Directeur Général du Cadastre Minier, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 03 MAR 2012

**Martin KABWELULU**

### AMPLIATIONS :

- Cabinet du Président de la République : 1
- Cabinet du Ministre des Mines : 2
- Secrétariat Général des Mines : 1
- Cadastre Minier : 1
- CTCPM : 1
- SAESSCAM : 1
- Direction des Mines : 1
- Direction de Géologie : 1
- Direction des Investigations : 1
- Direction chargée de la Protec. de l'Environ. : 1
- Div. Prov. /des Mines & Géologie du ressort : 1
- EXPLOITATION AGRO INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE LTD : 1